

Photo : Boris Missirkov



## CHAPITRE 1

# IMPORTANCE DU SECTEUR PRIVÉ POUR L'ATTÉNUATION DE LA PAUVRETÉ

**Il suffit de se rendre dans le village le plus pauvre les jours de marché et d'y voir les entrepreneurs à l'œuvre pour se rendre compte que l'entrepreneur pauvre occupe dans le secteur privé une place aussi importante que**

les multinationales. Et c'est ce dont il s'agit dans le présent rapport. Il s'agit de reconnaître que le secteur privé se situe déjà au cœur même de l'existence des pauvres, qu'il a le pouvoir d'améliorer leurs conditions de vie et qu'il faut pour cela faire usage de l'innovation en matière de gestion, d'organisation et de logistique qui réside dans le secteur privé. Il s'agit de libérer le pouvoir des entrepreneurs locaux pour réduire la pauvreté au sein des communautés et des nations.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement, ambitieux par leur échelle et leur portée, ne pourront être réalisés que par l'application résolue des meilleures connaissances et des meilleures pratiques. Le problème est immense : un cinquième des habitants de notre planète disposent de moins d'un dollar par jour pour vivre. Mais il est des exemples encourageants qui montrent ce que le secteur privé peut faire pour atténuer la pauvreté. Considérez les exportations de produits vestimentaires du Bangladesh, la technologie de l'information du Costa Rica et les fleurs coupées du

Kenya : ce sont là de nouvelles industries qui créent des emplois, accroissent les revenus et suscitent des espoirs. Considérez aussi les initiatives efficaces de multinationales modernes comme de petites entreprises intérieures qui partagent le potentiel dynamique des bénéfices privés pour appuyer le développement.

- Cemex, cimenterie mexicaine, est devenue l'un des premiers producteurs et innovateurs mondiaux de son secteur et emploie des milliers de gens.
- Casas Bahia, au Brésil, a élaboré un modèle commercial unique qui offre des services de vente au détail ciblant exclusivement les clients relativement pauvres.
- Infosys, entreprise indienne prestataire de services dans le secteur des technologies de l'information, dont le chiffre d'affaires n'atteignait pas 10 millions de dollars au début des années 90, est devenue un acteur mondial de premier plan et réalise aujourd'hui près de 800 millions de dollars de chiffre d'affaires. Chemin faisant, elle définit également des normes internationales en matière de gouvernance des entreprises et forge un nouveau partenariat pour le développement avec les instances gouvernementales locales et centrales.
- ICICI Bank, également en Inde, fait usage des technologies nouvelles et applique une approche globale à toute la gamme de ses clients, particulièrement dans les marchés ruraux, avec les petites et moyennes entreprises (PME) et les microentrepreneurs.
- Au Cambodge, des centaines de petits fournisseurs de services offrent des prestations allant de la recharge de batteries à l'alimentation en électricité par réseaux à compteurs pour des communautés entières. Ils desservent actuellement, estime-t-on, quelque 115 000 clients, soit plus d'un tiers des usagers des services d'alimentation en électricité du pays.
- L'âpre concurrence entre les entreprises privées locales de téléphonie

mobile en Somalie a réduit le coût des appels internationaux à moins d'un dollar la minute, soit six fois moins que dans beaucoup d'autres pays africains. La Somalie est un pays qui ne possède pas de système bancaire ni de service postal officiels et où beaucoup d'habitants n'ont ni l'eau courante ni l'électricité.

- Au Guatemala, la Confédération des coopératives agricoles a formé une co-entreprise avec une société canadienne. L'entreprise exporte à présent plus de 3 millions de dollars de légumes vers le Canada, apportant ainsi des revenus réguliers à 100 femmes autochtones et soutenant plus de 1000 agriculteurs.
- Au Mozambique, un agriculteur a acheté une presse à oléagineux à crédit. Il en possède aujourd'hui quatre et a fondé avec neuf autres opérateurs de presse une petite coopérative qui négocie avec les banques et les clients locaux sur un front unifié.
- En Inde, des petits producteurs de soja ont recours à un kiosque Internet de village pour se renseigner sur les prix de leurs produits au comptant sur le site du Chicago Board of Trade, faisant ainsi l'économie des intermédiaires locaux et obtenant des prix plus avantageux.

Ces exemples ne sont pas de simples histoires de succès : ce sont des histoires de succès du secteur privé intérieur. Tel est le sujet du rapport de la Commission. Le passage de l'exemple à la large réalisation exige que l'on repense le développement et que l'on agisse sans se laisser limiter par l'idéologie, en se dissociant des vieux débats improductifs.

## LE PHÉNOMÈNE RÉFRACTAIRE DE LA PAUVRETÉ PROFONDE

Malgré de grands progrès réalisés dans certains pays et certaines régions, la pauvreté profonde reste un problème tenace et réfractaire dans de nombreuses

parties du monde. Les avancées substantielles de certains pays s'accompagnent de reculs marqués dans d'autres et bien trop nombreux sont les gens qui gagnent toujours moins d'un dollar par jour, qui souffrent de la faim et qui n'ont pas accès à l'eau, à l'assainissement et à l'énergie. Le tout dernier *Rapport mondial sur le développement humain* du PNUD constate que la proportion des gens vivant dans l'extrême pauvreté est tombée de 29,6 % en 1990 à 23,2% en 1999 et que le nombre de gens ne disposant que d'un dollar par jour n'a que peu diminué, s'établissant à 1,17 milliard alors qu'il était de 1,29 milliard une décennie auparavant. En outre, si l'on exclut la spectaculaire progression des indicateurs de la pauvreté pour la Chine, le nombre effectif de gens vivant dans la pauvreté absolue a en fait augmenté.

Ces dernières années, du produit du développement qu'elle était, l'atténuation de la pauvreté a pris place au cœur du dialogue mondial pour en devenir un objectif primaire et prépondérant. La Déclaration du Millénaire a été une expression sans précédent de solidarité et de détermination par laquelle les pays, riches et pauvres, se sont engagés à éradiquer la pauvreté dans le monde, à promouvoir la dignité et l'égalité des êtres humains et à instaurer la paix et la durabilité environnementale. Elle a mené à l'accord sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (encadré 1.1).

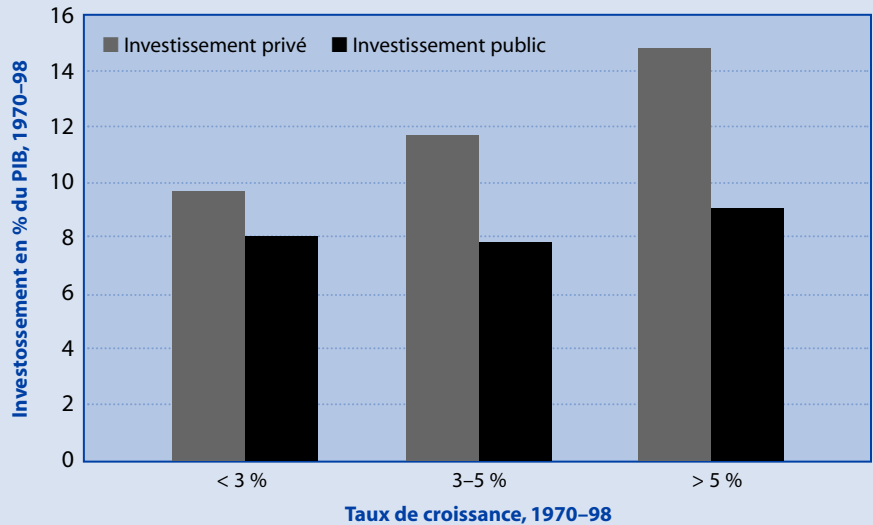
Cependant le progrès reste plus que possible et il se concrétise régulièrement lorsque les conditions voulues sont réunies. La croissance économique a permis à des centaines de millions d'échapper à l'agriculture de subsistance et de trouver des emplois dans le secteur manufacturier et le tertiaire, créant des richesses et réduisant la pauvreté. On a ainsi assisté à un extraordinaire relèvement du niveau de vie d'un groupe de pays d'Asie de l'Est, notamment l'Indonésie, la Malaisie, la République de Corée et la Thaïlande, et à une réduction substantielle du nombre de pauvres en Chine.

### ENCADRÉ 1.1 OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim : réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour; réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim.
2. Assurer l'éducation primaire pour tous : donner à tous les enfants, garçons et filles, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 et à tous les niveaux de l'enseignement d'ici à 2015.
4. Réduire la mortalité infantile : réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans.
5. Améliorer la santé maternelle : réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle.
6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies : stopper la propagation du VIH/sida et commencer à inverser la tendance actuelle; maîtriser le paludisme et d'autres grandes maladies et commercer à inverser la tendance actuelle.
7. Assurer un environnement durable : intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux; inverser la déperdition des ressources environnementales; réduire de moitié la proportion de la population qui n'a pas accès de manière durable à l'eau potable et aux installations d'assainissement de base; réussir à améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis d'ici à 2020.
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

L'impact global de la croissance économique sur la pauvreté dépend d'une large gamme de facteurs qui déterminent la nature de cette croissance, mais les preuves empiriques sont convaincantes. Dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, région qui a connu la plus forte croissance dans les années 90, le taux de croissance annuel du PIB par habitant de 6,4 % s'est traduit par une réduction de 15 % du taux de pauvreté (calculé sur la base du critère de 2 dollars par jour) et en Asie du Sud, la croissance annuelle de 3,3 % a induit une réduction de la pauvreté de 8,4 %. Par opposition, les faibles

### FIGURE 1.1 À INVESTISSEMENT ACCRU, CROISSANCE ACCRUE



Source : Bouton and Sumilinski (2000)

taux de croissance de 1,6 % de la région Amérique latine et Caraïbes et de 1,0 % du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont induit une détérioration marginale des taux de pauvreté. De manière considérablement plus marquée, les taux de croissance négatifs sont venus augmenter les taux de pauvreté de 1,6 % en Afrique subsaharienne et de 13,5 % en Europe et en Asie centrale.

Le message est clair : une croissance économique soutenue réduit la pauvreté. Il existe de même un lien sans équivoque entre la croissance économique et l'investissement privé. Une étude portant sur 50 pays en développement au cours de la période 1970-1998 a examiné la relation entre l'investissement public et privé, la croissance et le revenu. Elle révèle que les pays où la croissance est la plus forte ont aussi les taux d'investissement privé les plus élevés (figure 1.1).

Mais pour que l'augmentation de la production contribue à l'atténuation de la pauvreté, elle doit se traduire par l'apport de revenus pour les pauvres. Pour les employés, les salariés et les autres, la quantité d'emploi et le taux de rémunération sont d'une importance cruciale. Pour les travailleurs établis à

leur propre compte, la productivité et les gains sont importants et ils sont, à leur tour, influencés par la technologie, les intrants et les prix. L'emploi constitue donc l'élément clé qui relie l'augmentation de la production et l'atténuation de la pauvreté.

### LE SECTEUR PRIVÉ, IMPORTANT POUR LES PAUVRES, EST SOUVENT CONSTITUÉ PAR LES PAUVRES

Le secteur privé occupe une place centrale dans la vie des pauvres. En premier lieu, les pauvres sont tous des consommateurs. Dans le monde entier, l'histoire est la même : les consommateurs pauvres paient les services de base plus cher que les consommateurs riches. À Mumbai, le riz coûte 20 % de plus aux habitants des bidonvilles de Dharavi, les médicaments 10 fois plus et l'eau 35 fois plus qu'aux membres de la classe moyenne qui vivent à l'autre bout de la ville dans le quartier de Bhulabhai Desai Road. Ce ne sont pas moins de 4 milliards de personnes, celles qui ont des revenus annuels de

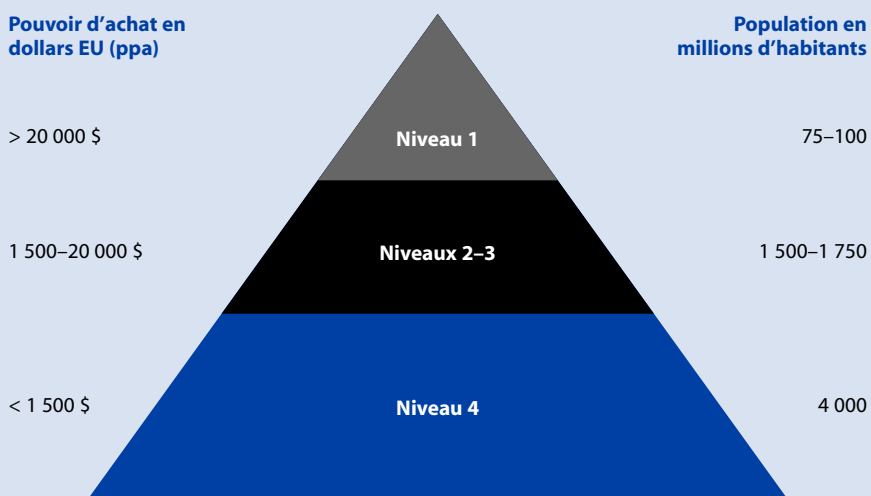
moins de 1 500 dollars, qui constituent les marchés mondiaux du bas de la pyramide (figure 1.2).

La qualité de ce qu'ils achètent, que ce soient des aliments, de l'eau ou des services financiers, est inférieure. Souvent, un secteur privé informel vient combler les manques en offrant de biens plus coûteux et de qualité variable. Il répond à un besoin important car, dans de nombreux pays, les économies informelles font vivre la majorité des familles pauvres. Mais les gens qui se trouvent au bas de la pyramide ne bénéficient pas d'économies d'échelle ni de variété de choix. Certains des obstacles qui s'y opposent consistent en des déficiences de la commercialisation et de la distribution.

Le secteur privé répond déjà aux besoins des pauvres dans des domaines où les services de l'État font défaut. Dans certains pays, les instances gouvernementales ont peu d'impacts sur les pauvres : il n'y a, dans les taudis, ni services de santé, ni enseignement public, ni infrastructure. Ce scénario se retrouve dans tout le monde en développement. Souvent, lorsque les services sont disponibles, c'est qu'ils sont offerts par des organismes privés. L'éducation primaire est assurée par des établissements privés dans des proportions allant de 15 % à 90 %. Quelque 63 % des dépenses de santé dans les pays les plus pauvres proviennent de sources privées, contre 33 % dans les pays à revenu élevé de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

En y accordant l'attention voulue et en mettant en place des règlements adéquats, les services fournis par les entités privées peuvent contribuer à répondre aux besoins des pauvres. Des données récentes sur la répartition des nouveaux raccordements aux réseaux d'adduction d'eau par quintile de revenus dans trois pays d'Amérique

FIGURE 1.2 QUATRE MILLIARDS DE PERSONNES AU BAS DE LA PYRAMIDE



Source : Prahalad and Hammond (2002)

latine indiquent que 25 à 30 % de l'expansion des réseaux ciblaient les ménages du quintile inférieur.

En termes simples, un secteur privé novateur peut trouver des moyens de fournir à faible coût des biens et des services (même sophistiqués) à des consommateurs exigeants de toutes les catégories de revenus. Il peut desservir aussi bien les zones urbaines défavorisées que les villages ou les bourgades pauvres en milieu rural. Il peut établir des liens de distribution avec les consommateurs des villages et, de ce fait, être mieux à même de tirer parti des connaissances sur les besoins effectifs de ce segment de marché. Il peut maîtriser les coûts par le recours au sourcing extérieur, qui accroît sa flexibilité.

Le secteur privé peut donc atténuer la pauvreté de deux manières :

- En contribuant à la croissance économique;
- En autonomisant et en habilitant les pauvres du fait de la fourniture de biens de consommation et de services, de l'élargissement de leurs choix et de la baisse des prix.

Par son premier effet, il crée des emplois et accroît les revenus. Par le second, il améliore la qualité de vie des

pauvres. En outre, l'intensification de l'interaction des gens qui se trouvent en bas de la pyramide avec le secteur privé crée des possibilités de participation directe à l'économie de marché.

## QUI SONT LES ENTREPRENEURS ?

La Commission a adopté une large définition du secteur privé. Les grandes entreprises sont une composante vitale de l'économie privée, mais les pauvres en sont une autre tout aussi importante. Ils sont souvent eux-mêmes entrepreneurs, fréquemment par nécessité, et opèrent de manière informelle, prisonniers de leurs entreprises de dimensions inférieures. Nous pensons, comme d'autres, que les écosystèmes commerciaux axés sur le marché comprennent de multiples formes d'entreprises privées qui coexistent, unies par des relations symbiotiques. Ces écosystèmes englobent généralement les multinationales, les grandes entreprises nationales, les coopératives, les PME et les microentreprises, avec leurs acteurs formels et informels. L'exploitant agricole dans son champ appartient donc au secteur privé, tout comme la multinationale.

L'agriculture présente un intérêt tout particulier étant donné que 75 % des

personnes qui disposent de moins d'un dollar par jour vivent en milieu rural et que leurs moyens d'existence proviennent pour l'essentiel de l'agriculture de subsistance. En Afrique, plus de 70 % de la population vit de l'agriculture qui contribue en moyenne 30 % à la formation du PIB. L'apport d'intrants au secteur agricole et le traitement à valeur ajoutée et la commercialisation des produits agricoles sont des éléments importants du développement du secteur privé. Cette importance critique de l'agriculture pour l'atténuation de la pauvreté renforce la nécessité de progrès urgents en matière d'élimination des subventions consenties aux producteurs des pays développés et de réforme des échanges commerciaux.

Dans de nombreux pays en développement, la majorité des microentrepreneurs de l'économie informelle sont des femmes et elles comptent pour une part significative de ceux-ci dans le secteur formel. Beaucoup sont illettrées et vivent dans des communautés rurales pauvres. La création d'une entreprise, généralement d'une microentreprise, est habituellement la seule possibilité dont elles disposent pour se trouver un emploi et se procurer des revenus. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, les femmes possèdent et exploitent de 25 % à 35% des microentreprises et des PME du secteur formel. Aux Philippines, elles sont propriétaires de 44 % des microentreprises en moyenne et de plus 80 % en milieu rural. Au Zimbabwe, les femmes exploitent la majorité des microentreprises et des petites entreprises (67 %), mais les entreprises dirigées par les hommes apportent proportionnellement une plus grande part du revenu des ménages et ont davantage d'employés.

L'esprit d'entreprise existe également au sein des grandes sociétés où certains cadres prennent individuellement l'initiative d'innover et de développer l'entreprise. On trouvera évoqués dans le présent rapport de multiples exemples de grandes sociétés qui se sont adaptées aux marchés du bas de la pyramide et qui ont développé des produits

et des processus pour desservir les pauvres de manière rentable ou pour opérer de manière durable dans des environnements très exigeants. L'esprit d'entreprise manifesté individuellement par les ingénieurs et les cadres se trouve souvent à l'origine de telles orientations de la part des grandes entreprises, qui peuvent avoir un impact positif majeur sur le développement.

L'esprit d'entreprise anime également de nombreuses organisations de la société civile; il existe aussi au sein des instances gouvernementales et des organismes de l'administration publique. Certaines personnes motivées et dynamiques, appartenant à ces entités, innovent et recherchent les opportunités dans leur environnement avec la passion et l'attachement au travail de l'entrepreneur, sans en récolter les récompenses monétaires.

L'esprit d'entreprise trouve sans doute sa meilleure expression au sein des PME, où il offre un potentiel substantiel de croissance et d'innovation. Ce segment dynamique du secteur privé est typiquement le terrain de prédilection de l'entrepreneuriat et de l'invention. Il peut impulser la croissance économique, créer des emplois, encourager la concurrence, l'innovation et le rendement.

## CONCENTRATION SUR LE SECTEUR PRIVÉ INTÉRIEUR

Nous concentrons notre attention ici sur le secteur privé intérieur, pour trois raisons principales. En premier lieu, les ressources intérieures sont de très loin supérieures aux ressources extérieures, effectives ou potentielles. L'investissement privé intérieur était en moyenne de 10 % à 12% du PIB pour les années 90, contre 7 % pour l'investissement public intérieur et 2 % à 5 % pour l'investissement étranger direct (IED). En second lieu, lorsque l'on examine les ressources informelles, telles que la valeur potentielle des biens fonciers, les avoirs intérieurs auxquels on peut recourir

sont de beaucoup supérieurs à l'IED cumulatif ou aux flux de portefeuille privés. En troisième lieu, l'injection de ressources intérieures dans l'économie, financières et entrepreneuriales, est plus susceptible d'induire des modèles de croissance stables et durables.

Certaines estimations de la valeur des avoirs informels des pays en développement situent celle-ci à un niveau atteignant 9,4 billions de dollars, soit de multiples fois la valeur des flux cumulatifs de portefeuille ou des apports de l'IED dans les pays en développement au cours des 15 dernières années. Ces chiffres, qui comparent les flux et les avoirs, n'ont qu'une valeur d'illustration.

La transformation des avoirs informels en ressources financières exigera un vaste programme de réformes grâce auquel les avoirs pourront servir de garanties dans le système bancaire. Mais il convient de songer au volume des ces avoirs. Selon de récentes recherches effectuées en Égypte, ce pays possède une économie extralégale importante et vivace qui emploie plus de 8 millions de personnes (environ 40 % de la main-d'œuvre) et dont les actifs atteignent presque 250 milliards de dollars, soit 30 fois la valeur de réalisation de toutes les sociétés inscrites à la Bourse du Caire.

Cette focalisation sur le secteur privé intérieur ne diminue pas l'importance de l'IED. En sus de l'apport de ressources financières, l'infusion d'une culture d'entreprise due à l'IED peut modifier la conduite des affaires, apporter un savoir-faire et des meilleures pratiques en matière de gestion, ouvrir l'accès aux marchés internationaux, opérer des transferts de technologie et d'innovation, introduire les pressions de la concurrence dans les marchés précédemment fermés et constituer le principal facteur de croissance des entreprises locales. Dans ces situations, l'IED peut améliorer le climat général des investissements.